



Pour une police aux missions décentralisées

Le club de réflexion Droits, justice et sécurités organise un débat. Son thème : rendre la sécurité à la démocratie.

Quatre questions à ...



Gilles Nicolas, adjoint au maire de Nantes chargé des questions de sécurité et membre du cercle de réflexion Sécurité et démocratie, ancré à gauche.

Vous Intervenez jeudi au débat. Quelles idées portez-vous sur les questions de sécurité ?

Je pense qu'il faut inventer une gouvernance locale de sécurité. Il faut réformer les fonctionnements de la police ou de la justice en donnant davantage de places aux maires dans l'élaboration des stratégies. Ce n'est pas depuis Paris que l'on va faire changer les choses dans les grandes villes, dans nos cités.

Vous voulez municipaliser la police nationale !

Pas du tout. Je veux simplement que la parole de l'élu local, qui s'engage

directement auprès des citoyens, soit prise en compte. On pourrait se mettre d'accord sur une série, courte, de priorités, adaptées au terrain local. Pas des directives que les ministres modifient au gré de chaque fait-divers, comme on le voit depuis des années. On veut s'attaquer au deal de proximité dans les cités ? Allons-y ! Et créons de vrais indices de mesure de satisfaction de la population.

Les maires n'ont pas de pouvoir sur la police nationale...

Cela pourrait changer. Ils pourraient très bien être amenés à participer aux notations des responsables locaux de la police par exemple. C'est une réforme qui ne coûte rien. Sans changement de méthodes de travail, nous n'arriverons à rien.

D'autres propositions concrètes ?

Le travail d'intérêt général, par exemple. Nos collectivités doivent avoir l'obligation d'accueillir ces mesures alternatives à l'emprisonnement. Elles peuvent, dans certains cas, remplacer utilement les places de prison. Et si l'on veut que cela marque les citoyens, on peut imaginer, à l'occasion, que celui qui a commis des dégradations dans un quartier effectue sur place son travail d'intérêt général. Toujours dans cette idée de proximité avec les citoyens, il faut donner un vrai poids aux initiatives populaires. Tenir compte des pétitions par exemple.

Recueilli par
Thomas HENG.



SÉCURITÉ. La politique de la ville a pris le pas sur la prévention de la délinquance

« La prévention a été diluée »

Virginie Gautron intervenait hier soir à Nantes lors d'une conférence-débat organisée par le club Droits, justice et sécurités.

Presse Océan :
Comment redonner du sens et de l'efficacité aux politiques de prévention de la délinquance ?

Virginie Gautron : « Aujourd'hui, on met tout et n'importe quoi sous le terme de prévention. Depuis 1980, la prévention de la délinquance a été diluée dans la politique de la ville. Cette prévention devrait avoir comme objectif exclusif de lutter contre la délinquance alors qu'elle vise de plus en plus à dissuader, à augmen-



Virginie milite pour l'évaluation des programmes de prévention.

ter les risques d'interpella-tion, à limiter l'occupation de l'espace public par des populations présentées comme « à risques ». Aujourd'hui, nous avons besoin d'un traitement social de la délinquance, et d'évaluer l'impact des programmes mis en place. En France, nous n'utilisons pas ces retours d'expérience ».

Quelle place aujourd'hui pour le soutien à la parentalité ?

« Les contrats de responsabilité parentale, les stages parentaux, la suspension des allocations familiales... Est-ce fait pour aider la famille ou pour la contrôler ? Les budgets consacrés aux programmes de soutien à la parentalité ont été divisés

par deux entre 2010 et 2012, de 18 à 9 millions d'euros ».

La vidéosurveillance est souvent présentée comme un outil de prévention.

« De très nombreux rapports contestent son efficacité. En outre, elle ne peut servir que pour lutter contre la délinquance sur la voie publique alors que dans plus de 30 % des cas, les violences sont des phénomènes où auteur et victime se connaissent ». ■

Propos recueillis par Jérôme Jollivet

BIO EXPRESS

Virginie Gautron a 35 ans. Docteur en droit pénal et en sciences criminelles, elle est Maître de conférences à l'université de Nantes, au laboratoire droit et changement social.

Sécurité et démocratie : des propositions

À l'occasion d'une soirée-débat, des pistes pour mettre le citoyen au centre de la sécurité et de la justice.

O.F.
18/11
2004

Le club Droits, Justice et Sécurités, qui rassemble des professionnels de la justice, du centre et de la gauche, a animé un débat hier soir à la Maison des avocats. Le thème : « Rendre la sécurité à la démocratie. Le maire, le policier, le procureur... et le citoyen ! » Morceaux choisis.

Vidéosurveillance. Christine Lazerger, professeur à l'université de Paris I, présidente du club DJS : « Sauf dans les lieux fermés, comme un parking, une caméra ne peut pas remplacer l'homme, que ce soit l'illotier, le policier de proximité ou le patrouilleur. Quand on sait que le développement de la vidéosurveillance

sur la voie publique est financé sur les crédits à la prévention de la délinquance, c'est désespérant. Il y aurait tellement autre chose à faire avec cet argent. »

Insécurité dans les quartiers. Gilles Nicolas, adjoint à la sécurité à Nantes : « Il faut innover. Est-ce qu'on ne doit pas donner la possibilité aux élus locaux de porter plainte à la place des citoyens qui n'osent pas le faire, dans les quartiers dits difficiles ? La question doit être posée. »

Les citoyens et les politiques de sécurité. Dominique Raimbourg, député socialiste de Loire-Atlantique : « Il faut associer les citoyens

à l'élaboration et à l'évaluation des politiques de sécurité. Par exemple en instituant des conseils d'usagers (représentants des professionnels et des justiciables) dans les palais de justice, comme cela existe dans les hôpitaux. Autre proposition, plutôt que des jurés populaires au tribunal correctionnel, il est plus utile de créer des postes d'assesseurs volontaires qui siègeraient aux côtés des juges professionnels, sur le modèle de ce qui existe aux prud'hommes, au tribunal de la sécurité sociale, etc. »

Recueilli par
Philippe GAMBERT